

[Texte]

shares, despite the fact the shares may make some money. I would have hoped that the union representing Air Canada workers would have told them not to buy shares and, therefore, they would maybe have had some money in an RRSP or somewhere else instead of buying shares that are not worth very much at this time.

Le président: Si les employés syndiqués de Postes Canada prennent d'eux-mêmes conscience du fait que cela risque d'être un investissement intéressant, pensez-vous qu'ils vont suivre votre recommandation? Quelle perception vos propres syndiqués pourraient-ils alors avoir de vous, en tant que dirigeant syndical?

Mr. Tingley: I guess, be it in government or anywhere else in business, you won't have 100% cooperation, and some people may buy shares with this offering. That's fine. However, we will continue to explain to them the dangers of the privatization of the business and what it will mean to them. The end result is that, yes, they may have shares but they may not have jobs. Much like my friends in the Canadian Postmasters and Assistants Association, whose jobs are all slated to be chopped by this government, we will tell them that experience will also happen to themselves.

Le président: J'ai une dernière question qui s'adresse à M^{me} Riche. Dans votre mémoire, à la page 3, vous dites:

Toutefois, le projet de loi C-73 constitue un pas dans la mauvaise direction. Ce projet de loi contourne le processus de négociation conçu pour déterminer les conditions de travail. . .

Plus loin, vous dites: «et impose plutôt le Régime d'épargnes-actions pour employés.» Comment doit-on interpréter le mot «impose»? Que je sache, le Régime d'épargnes-actions n'est pas imposé à qui que ce soit. Vous avez reconnu que les employés étaient libres d'y participer ou non. Alors, comment dois-je interpréter le mot «impose»?

Ms Riche: I think once you pass the legislation you've imposed a plan, you've made a plan available. It doesn't say you have to buy but right now nobody can buy shares in Canada Post. Once you pass the legislation, whether voluntary or mandatory, you have legislated the ability or the authority of people to buy shares.

• 1220

In that statement, we were saying this may have been discussed at the table. This may have been negotiated. Now it is imposed. It is legislated. The plan is legislated. It's not that people are mandated to buy, but the plan has been legislated. That's what it means there. A plan is imposed.

Le président: Très bien, je comprends. On ne prend pas «impose» au sens qu'on impose aux employés un régime. Il n'y a rien d'imposé aux employés. Ils ont toujours la liberté d'en acheter ou de ne pas en acheter. Vous parlez d'imposition au niveau. . . Très bien.

Ms Riche: That's right. It is voluntary. We understand that.

[Traduction]

malgré le fait que ces actions seront peut-être rentables. J'ose espérer que le syndicat représentant les travailleurs d'Air Canada avait dit à ses membres de ne pas acheter d'actions; ils auraient peut-être mis de l'argent dans un REER ou ailleurs s'ils n'avaient pas acheté d'actions qui ne valent pas grand chose maintenant.

The Chairman: If Canada Post unionized employees realize that this may be a worthwhile investment, do you think they will follow your recommendation? What would their perception of you as a union leader be in a situation like that?

M. Tingley: Vous savez, que ce soit au gouvernement ou dans le monde des affaires, vous n'obtiendrez jamais une collaboration à 100 p. 100, et certaines personnes achèteront peut-être des actions lors de cette offre. Très bien. Cependant, nous continuerons de leur expliquer les dangers de la privatisation de l'entreprise et ce que cela pourrait signifier pour eux. Le résultat sera peut-être que oui, effectivement, ils posséderont des actions, mais ils n'auront peut-être plus d'emploi. Nous leur dirons que l'expérience de nos amis à l'Association canadienne des maîtres des postes et adjoints risque de leur arriver. On sait que le gouvernement compte abolir les postes des membres de cet organisme.

The Chairman: I have one last question for Ms Riche. On page 3 of your brief you state:

Bill C-73, however, is a step in the wrong direction. This bill sidesteps the negotiations process which is designed to determine the terms and conditions of work. . .

Further on you say: "and imposes the Employee Share Savings Plan." How are we to interpret the word "imposes"? As far as I know, the Employee Share Savings Plan is not imposed on anyone. You yourself recognize that employees are free to get involved or not. So how am I to interpret the word "imposes"?

Mme Riche: Je crois que dès que cette loi sera adoptée, vous vous trouverez à imposer un régime; vous l'aurez rendu disponible. Rien ne dit que vous devez acheter des actions, mais actuellement, personne ne peut acheter d'actions de la Société canadienne des postes. Une fois que ce projet de loi sera adopté, vous aurez autorisé l'achat d'actions, qu'il soit facultatif ou obligatoire.

Dans cette déclaration, nous avons dit qu'il en avait peut-être été question à la table. On aurait pu le négocier. Maintenant, c'est imposé. Ce régime fait l'objet d'une loi. Les gens ne sont pas obligés d'acheter des actions, mais le régime est prévu par une loi. Voilà ce que cela veut dire. Un régime est imposé.

The Chairman: Very well, I understand. The word "imposes" is not to be taken to mean that a plan has been imposed on the employees. Nothing has been imposed on the employees. They are free to buy shares or not. You're talking about something big imposed in the sense of. . . Very well.

Mme Riche: C'est exact. C'est facultatif. Nous comprenons cela.